

ment, parce que nous pourrions nous mettre à exprimer des opinions sur ce que les autres pays font dans ce domaine et ainsi de suite, ce qui pourrait nous mener très loin.

M. Allmand: Monsieur le président, nous avons passé presque un mois à étudier cette question. Je suis d'avis que ces questions sont importantes, mais nous ne pouvons vraiment par couvrir le monde entier en matière d'affaires extérieures.

Le vice-président: En gardant à l'esprit ce qui vient d'être dit...

M. Stewart (Cochrane): Je me rendrai à votre décision sur ce sujet mais je n'aime pas voir cette question rester en suspens. Le professeur Brecher a exprimé une opinion où il critiquait le gouvernement et j'aimerais le voir clarifier sa pensée.

Le vice-président: Je crois qu'on devrait peut-être laisser M. Stewart poser sa question. Il pourrait la garder brève et peut-être recevoir une réponse brève.

M. Howard (Okanagan Boundary): Oui, je m'inquiétais autant de recevoir des réponses qui étaient peut-être un peu plus longues que nécessaires que je m'inquiétais d'entendre poser de longues questions.

Le vice-président: Merci, monsieur Howard.

M. Winch: Je me moque de la longueur des questions du moment qu'on nous apprenne quelque chose.

Le professeur Brecher: Je me permettrai d'intervenir ici seulement pour dire que les professeurs d'université ont l'habitude de parler longuement et, si j'ai abusé de votre patience, je vous présente mes excuses.

Le vice-président: Monsieur Stewart, voudriez-vous poser votre question.

M. Stewart (Cochrane): Professeur Brecher, à condition que cela ne nous entraîne pas trop loin, pourriez-vous nous dire rapidement ce que, selon vous, le Canada devrait faire à cet égard?

Le professeur Brecher: J'aimerais m'exprimer très clairement sur un point. A mon avis, il faut distinguer nettement entre une tragédie humaine et la question d'une intervention politique bien que, parfois, cette distinction soit difficile à maintenir, étant donné que toute action tend à en entraîner d'autres. Quant à moi, comme bien d'autres personnes, j'ai été étonné et choqué par ce qui me paraît être l'insouciance et presque l'indifférence dont ont fait preuve de nombreux porte-

parole du pouvoir. Nous connaissons maintenant l'ampleur de cette tragédie et toute personne qui en doute ne fait que se fermer l'esprit à un fleuve de témoignages authentiques issus du Biafra de sources qualifiées. Je sais qu'au début il existait des difficultés et, pourtant, je ne peux m'empêcher de croire que, vu les ressources dont dispose notre pays et l'accès direct dont il jouit auprès des autorités du Nigeria, le gouvernement aurait pu intervenir directement pour soulager cette tragédie humaine et réduire sensiblement les souffrances qu'elle cause. J'ai l'impression que cette situation rappelle beaucoup la remarque faite par M. Chamberlain en 1938 au moment de Munich, lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pensait de la Tchécoslovaquie. Il l'a traitée de «pays lointain». Le Biafra, lui aussi, est un pays lointain mais, pour moi, et sous bien des aspects, l'incapacité de notre pays de réagir à ce genre de tragédie au niveau de son gouvernement, en dit fort long.

M. Stewart (Cochrane): Merci, professeur Brecher.

Le vice-président: Monsieur Stewart, avez-vous d'autres questions à poser?

M. Stewart (Cochrane): Non, merci.

M. Guay (Saint-Boniface): Monsieur le président, je serai très bref. Je m'en tiendrai au sujet que nous devons débattre aujourd'hui et n'en dévierai pas. Ce matin, vous avez mentionné le fait que, si le Canada changeait de politique, ce changement affecterait la Suède. En fait, vous avez dit, je crois, que cela produirait une forte tension. Il m'a semblé que vous pourriez peut-être expliquer brièvement ce point précis de votre exposé.

• 1710

Le professeur Brecher: Cela produirait une forte tension?

M. Guay: Une forte tension; vous avez employé les mots «forte tension».

Le professeur Brecher: Une forte tension dans quoi?

M. Guay: Je n'en suis pas sûr. J'ai pris note de la dernière partie de la phrase pendant que vous parliez. Une modification de notre politique causerait certainement un problème quelque part, quant à son effet sur la Suède. Est-ce que je me trompe en affirmant cela?

Le professeur Brecher: Je crois qu'il s'agissait peut-être d'un autre contexte. Je dois avouer que je ne m'en souviens pas. C'était peut-être dans le contexte du retrait du Cana-